



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 11 septembre 2020

Ordre du jour :

1. Echange de vues avec des représentants de Luxembourg for Finance (LFF) au sujet de l'impact de la crise sanitaire sur le secteur financier et des perspectives de ce secteur
2. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Michel Wolter, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Sven Clement, M. Georges Engel, M. Claude Haagen, Mme Martine Hansen, M. Claude Lamberty remplaçant M. Gilles Baum, M. Charles Margue remplaçant Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler
M. David Wagner, observateur délégué

M. Nicolas Mackel, CEO de Luxembourg for Finance (LFF)
M. Philipp Von Restorff, de Luxembourg for Finance (LFF)

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gilles Baum, M. Gast Gibéryen, Mme Josée Lorsché, M. Michel Wolter

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. Echange de vues avec des représentants de Luxembourg for Finance (LFF) au sujet de l'impact de la crise sanitaire sur le secteur financier et des perspectives de ce secteur

Après une brève introduction par Monsieur le Président, le Directeur de LFF présente l'agence LFF et ses activités sur base de la présentation powerpoint reprise en annexe. Il apporte les informations supplémentaires suivantes :

- LFF est bien une agence agissant pour la promotion de la place financière, mais elle œuvre également en faveur du développement de cette place. LFF est un groupement d'intérêt économique (GIE) établi par deux actionnaires : l'Etat, représenté en son sein par le

ministre des Finances et la fédération des professionnels du secteur financier, Luxembourg (PROFIL).

- Au cours du confinement, LFF a révisé les ambitions pour la place financière jusqu'en 2025 qu'elle avait définies début 2020. Ces ambitions résumées sous le slogan « Financing a sustainable future » se basent sur 6 caractéristiques détaillées au slide 8 de la présentation en annexe. Une campagne de communication a été lancée à l'étranger sous ce slogan.
- LFF s'apprête à lancer une nouvelle campagne de communication au cours des prochaines semaines. Cette campagne portant le nom « Eis Finanzplaz » sera déployée au niveau national, en luxembourgeois, et a pour objectif de présenter et d'expliquer les différentes activités du secteur financier à la population du pays.
- La COVID-19 a contraint LFF à basculer les événements prévus vers l'événementiel digital. Ce recours au mode de rencontre digital s'est avéré bénéfique à certains points de vue et sera maintenu pour certains événements dans le futur. Il ne remplacera toutefois pas les voyages et réunions bilatérales en direct qui restent indispensables pour accomplir la mission de promotion de la place à l'étranger.
- Les impacts de la COVID-19 sur la place financière ont été décrits dans le magazine LEO édité par LFF au mois de mai 2020. Se pose, entre autres, la question de l'avenir des bureaux en tant qu'espaces de travail. Le slide 16 de la présentation en annexe illustre l'évolution des avoirs des fonds d'investissement au cours des derniers mois : en mars 2020 ces avoirs ont chuté d'environ 11% pour progressivement repartir à la hausse par la suite. Il est clair que l'impact de la COVID-19 ne peut pas être considéré comme étant révolu et qu'il se fera ressentir sur les économies et sur l'industrie financière pendant un certain temps encore.

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- En réponse à une question de M. André Bauler, le Directeur de LFF explique que la restriction des voyages d'affaires à l'étranger entrave la mission de promotion de la place financière par LFF et le travail d'acquisition de nouveaux clients par les entreprises du secteur financier. LFF s'efforce donc d'assurer la visibilité de la place luxembourgeoise à l'étranger par d'autres moyens (p. ex. campagnes de communication). Les futures activités de LFF dépendent évidemment également de l'évolution du secteur financier au niveau mondial suite à la pandémie actuelle. Les marchés concurrents doivent faire face aux mêmes difficultés et incertitudes qui touchent le Luxembourg.
- Suite à une série de questions de M. Laurent Mosar portant sur l'effet d'un Brexit dur sur la place financière luxembourgeoise, le Directeur de LFF signale tout d'abord que la place financière a réalisé très tôt (au plus tard en juillet 2018) que les services financiers ne feraient pas partie des sujets négociés (en vue d'un accord post-Brexit) entre l'UE et le Royaume-Uni. Les services financiers entre les pays de l'UE et le Royaume-Uni seront donc probablement échangés sur base des décisions d'équivalences que pourra prendre la Commission. Pour information, les accords d'équivalence, hautement techniques, peuvent porter sur 39 régimes inscrits dans une multitude de directives et de règlements européens. A l'heure actuelle, aucun pays tiers ne dispose de tels accords avec l'UE sur l'ensemble de ces régimes (les Etats-Unis en présentent 23, le Japon 22 et le Canada une vingtaine). Les institutions financières de la place se sont préparées au Brexit dont l'entrée en vigueur était initialement prévue pour le 29 mars 2019. Le retrait effectif du Royaume-Uni de l'UE a eu lieu le 31 janvier 2020 ; la période de transition destinée à la négociation d'un accord expirera fin 2020. En parallèle des négociations en cours, une soixantaine d'institutions financières de la place ont agi en faveur de la relocalisation d'activités du secteur au Luxembourg.

Les dernières interventions du Premier ministre britannique montrent que le Royaume-Uni est prêt à renoncer à certains accès au marché unique de l'UE pour pouvoir, en contrepartie, agir de façon indépendante et souveraine.

- La compétitivité de la place financière qui est décisive dans le choix du Luxembourg comme lieu d'établissement repose sur une multitude de critères dont la fiscalité, la connectivité, la stabilité fiscale, réglementaire, économique et politique, la présence d'écoles internationales, la paix sociale, le droit du travail, etc.. Malheureusement les taux d'imposition au Luxembourg se situent à l'heure actuelle dans le tiers supérieur des taux au sein de l'UE. La mise en place d'une réglementation certes envahissante dans le secteur financier s'est incontestablement avérée utile pendant la crise, puisqu'elle a pu conférer une plus grande stabilité à ce dernier.

Quant à une éventuelle suppression du secret bancaire existant encore pour les résidents au Luxembourg, il apparaît que certains intervenants sur la place financière luxembourgeoise ont déclaré récemment qu'une telle suppression n'aurait pas d'impact sur le « business model » des institutions financières de la place. La suppression ou non du secret bancaire doit être décidée au niveau politique et être le résultat de réflexions portant sur un éventuel besoin de transparence des résidents luxembourgeois.

En réponse à une question de M. le Président, les représentants du parti politique CSV se déclarent clairement en faveur du maintien du secret bancaire existant, non pas pour des raisons fiscales, mais tout simplement afin d'assurer la protection de la sphère privée des résidents du pays.

M. David Wagner doute que ce point de vue soit partagé par la population victime de la crise du logement. Selon lui, cette partie de la population commence à considérer le secret bancaire et certains montages financiers comme étant des vecteurs d'injustice sociale. Le monde politique devrait tenir compte de cette évolution et y réagir.

Le Directeur de LFF souligne que le secteur financier n'est absolument pas responsable de la crise immobilière. Il rappelle que l'engouement des investisseurs pour l'immobilier repose surtout sur l'évolution des taux d'intérêts au cours des dernières 10 années.

- M. François Benoy constate qu'un certain nombre d'analyses récentes portant sur l'impact de la crise de la COVID-19 sur les marchés financiers a montré que les fonds durables avaient fait preuve d'une plus grande résilience que les fonds classiques. Il souhaite connaître le point de vue de LFF à ce sujet.

Le Directeur de LFF confirme qu'il a récemment été constaté que les fonds d'investissement poursuivant des objectifs durables (et donc à long terme) et également ceux gérés par des femmes ont affiché de meilleurs résultats ces derniers temps. Les résultats des fonds d'investissement dépendent donc, en général, de leur gouvernance et des objectifs fixés à long terme.

- M. Roy Reding revient au slide 16 de la présentation en annexe illustrant l'évolution des avoirs des fonds d'investissement au cours des dernières années et se déclare surpris de la baisse du nombre de fonds entre décembre 2017 et juin 2020.

Le Directeur de LFF explique que les coûts considérables générés par l'étoffement du cadre réglementaire ces dernières années ont poussé à une consolidation des fonds d'investissement. Au cours de ces mêmes années les avoirs des fonds ont augmenté. Alors que l'emploi dans le secteur bancaire n'a que très peu évolué au cours des dernières années, celui du secteur des fonds d'investissement a augmenté de 3% par an.

- M. Claude Wiseler demande si la crise économique actuelle ne risque pas de provoquer une crise financière dans les prochains mois.

Le Directeur de LFF n'émet aucun doute quant à la survenue de faillites d'un certain nombre d'entreprises au cours des prochains mois. Il attire l'attention sur les problèmes rencontrés par les compagnies aériennes, l'hôtellerie, les centres commerciaux, etc. à l'étranger et soutenus par leurs Etats depuis le début de crise. Il reste à voir comment évoluera la situation à moyen terme de ces acteurs économiques fortement touchés par la crise. Les faillites entraînent souvent une défaillance du remboursement de prêts aux entreprises et des pertes d'emplois, ces dernières pouvant également mener au non-remboursement de prêts aux particuliers. Toutefois, l'existence d'un cadre réglementaire strict et complexe offre aujourd'hui aux instituts financiers une visibilité de la situation beaucoup plus précoce qu'au moment de la crise financière précédente et leur permet ainsi de réagir plus rapidement.

- M. Wiseler constate que la crise actuelle a modifié l'organisation du travail. Il souhaite savoir quel sera l'impact de cette modification sur le marché de l'immobilier de bureaux et se demande si elle ne risque pas également d'entraîner la délocalisation de certains services.

Le Directeur de LFF souligne tout d'abord que le secteur financier a été chanceux de pouvoir poursuivre ses activités en télétravail au cours de la crise. Or, le télétravail instauré ainsi soulève effectivement des questions concernant la substance des sociétés et leur lien avec une juridiction nationale précise.

- M. Georges Engel indique qu'au Luxembourg un cinquième des ménages consacre plus de la moitié de ses revenus au remboursement d'un prêt immobilier. La crise liée à la COVID-19 étant susceptible d'entraîner la défaillance de paiement de certains d'entre eux, M. Engel souhaite savoir s'il existe un risque d'éclatement d'une éventuelle bulle immobilière.

Le Directeur de LFF précise ne pas être impliqué dans l'analyse des risques supportés par les instituts bancaires.

2. Divers

En début de réunion, M. Gilles Roth intervient pour demander qu'une réunion de la Commission des Finances et du Budget ait lieu la semaine suivante en présence du ministre des Finances afin de discuter de la nécessité de la suppression du régime d'imposition des stock-options.

M. Laurent Mosar enchaîne pour demander que lors de cette future réunion soit également abordé le sujet de la modification de la réglementation des fonds d'investissements spécialisés (FIS).

Le Président de la Commission signale qu'il transmettra ces demandes au ministère des Finances à l'issue de la présente réunion. Il remarque cependant que la semaine prochaine est déjà très chargée en réunions de commissions parlementaires.

M. David Wagner rappelle l'existence de la motion concernant les activités des fonds immobiliers nationaux et internationaux au Luxembourg (discutée au cours de la réunion jointe du 15 juin 2020). Il souhaite que ce sujet soit de nouveau abordé dans un avenir proche.

La Secrétaire-administrateur,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances et du
Budget,
André Bauler

Annexe :

Présentation ppt de LFF

Commission des Finances et du Budget 11 September 2020

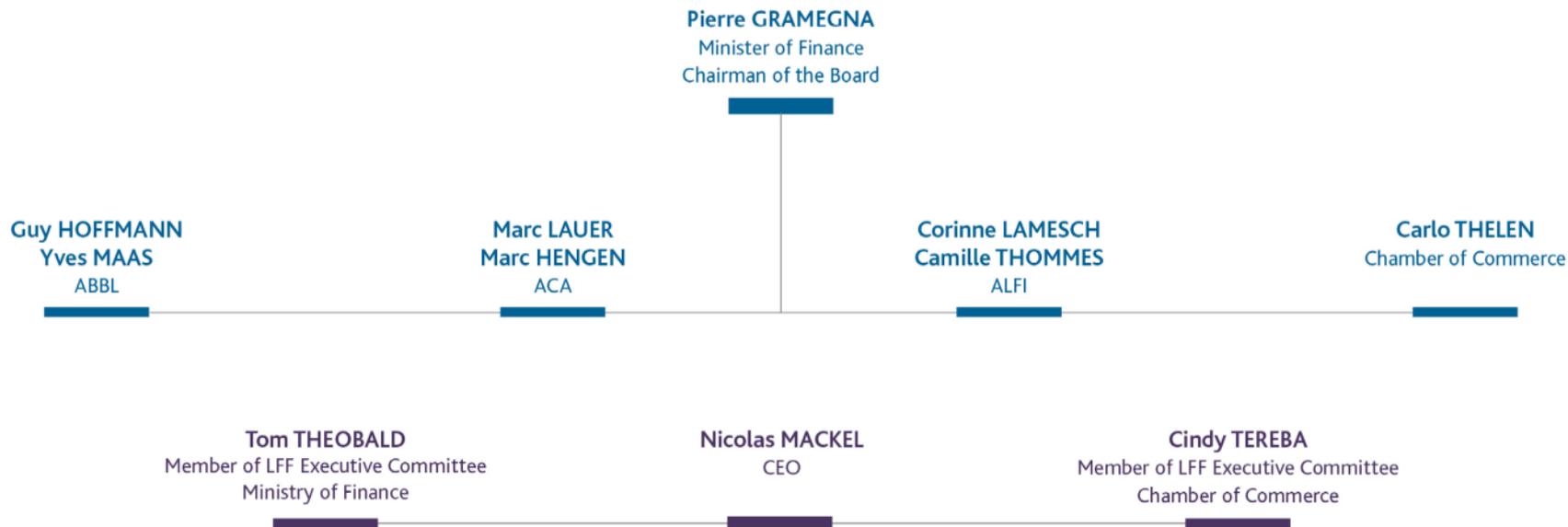




LuxembourgforFinance

Agency for the Development
of the Financial Centre

Board Members & Executive Committee



LFF Team

Nicolas MACKEL
CEO

Philipp von RESTORFF
Deputy CEO

Lynn ROBBROECKX
Secretary General

EVENT

Caroline HOELTGEN
Event Manager

Tatjana SCHAEFER
Event Manager

Aurélie ZAMBEAUX
Event Manager

COMMUNICATIONS

Ophélie BINET
Communications Manager

Gilly MATHIESON
Communications Manager

Loren MOTIANI
Communications Manager

Marjolein VAN HOOF
Communications Manager

Jonathan WESTHEAD
Communications Strategy Manager

BUSINESS DEVELOPMENT

Nathalie DELTGEN
Adviser Business Development

Chris HOLLIFIELD
Adviser Business
& Fintech Development

Robert Jan JARVIS
Adviser Business
& Fintech Development

Mattia MUSETTI
Adviser
Business Development

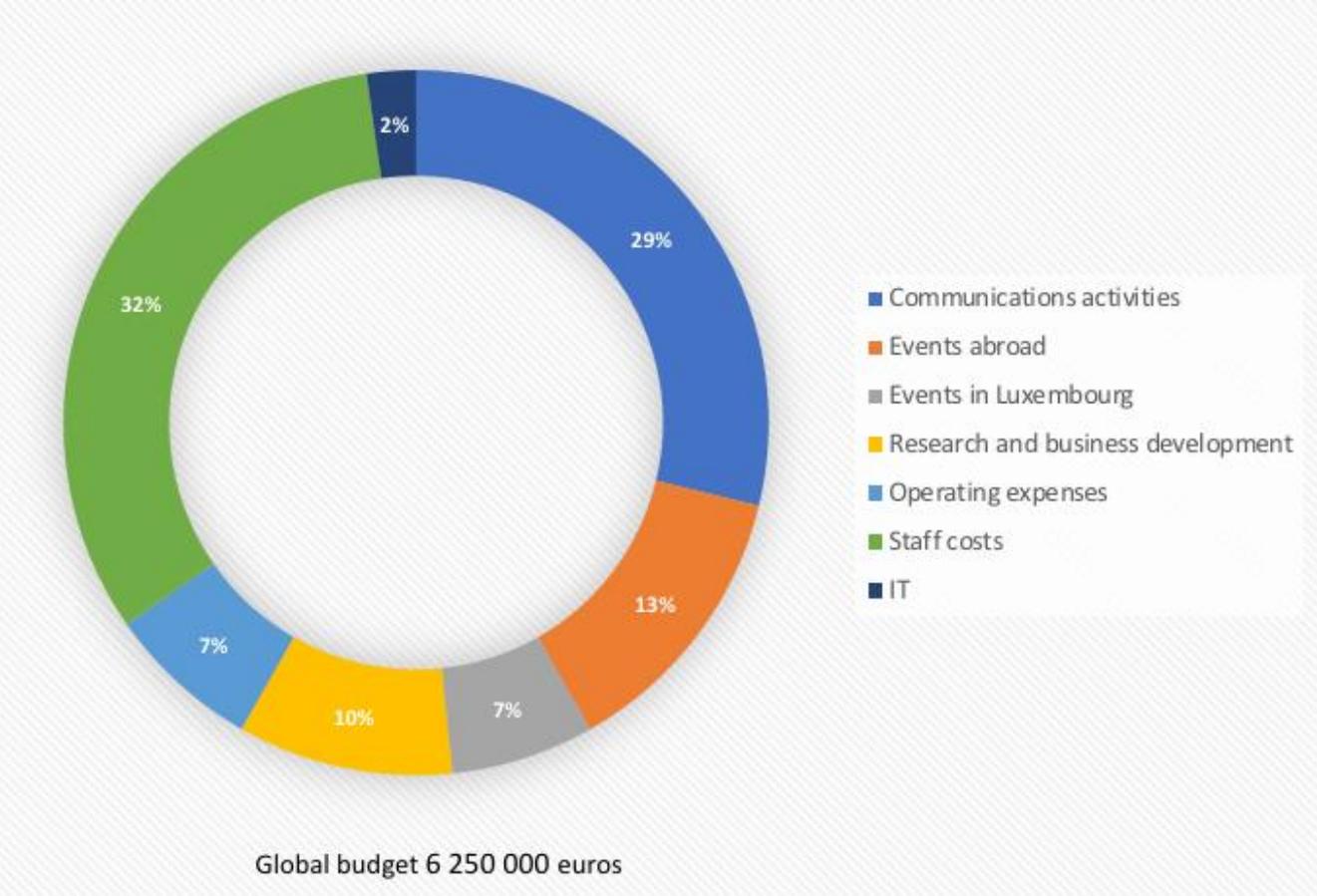
ADMINISTRATION

Giovanna BASSANI (until March 2021)
Francis HAMES
Heads of Administration

Viviane THIEFELS (until February 2021)
Mélissa VAN STRYDONCK (as of October 2020)
Assistants to the Management

Hélène VILLEVAL
Database Administrator
& Administrative Assistant

Budget breakdown

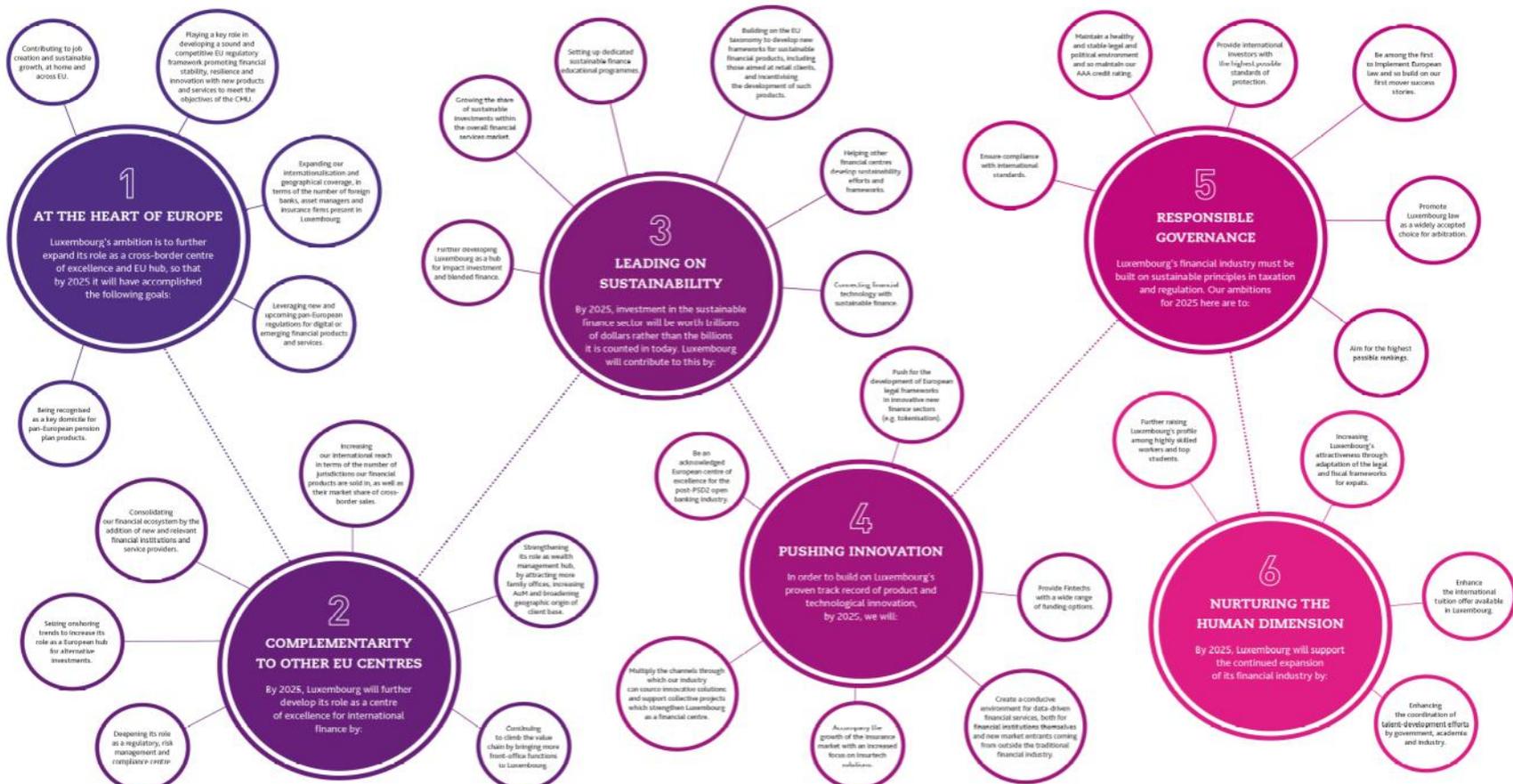


Shaping a sustainable future

Financing a sustainable future



Financing a sustainable future



Financing a sustainable future

Luxembourg for Finance
LUXEMBOURG FOR FINANCE
LUXEMBOURG FOR FINANCE

FINANCING A SUSTAINABLE FUTURE

LUXEMBOURG'S FINANCIAL EXPERTISE WILL HELP SHAPE THE WORLD OF TOMORROW.

Financial services are essential to enable economic activity. They are part of the infrastructure that supports the growth of the world's economies. Luxembourg is a leading financial center, offering a wide range of services to its clients. Our expertise in sustainable finance is a key part of our offering. We help our clients to identify and finance the most sustainable opportunities. Our expertise in sustainable finance is a key part of our offering. We help our clients to identify and finance the most sustainable opportunities.

LUXEMBOURGFORFINANCE.COM

Luxembourg for Finance
LUXEMBOURG FOR FINANCE
LUXEMBOURG FOR FINANCE

FINANCING A SUSTAINABLE FUTURE

LUXEMBOURG'S FINANCIAL EXPERTISE WILL HELP SHAPE THE WORLD OF TOMORROW.

Financial services are essential to enable economic activity. They are part of the infrastructure that supports the growth of the world's economies. Luxembourg is a leading financial center, offering a wide range of services to its clients. Our expertise in sustainable finance is a key part of our offering. We help our clients to identify and finance the most sustainable opportunities. Our expertise in sustainable finance is a key part of our offering. We help our clients to identify and finance the most sustainable opportunities.

LUXEMBOURGFORFINANCE.COM

Luxembourg for Finance
LUXEMBOURG FOR FINANCE
LUXEMBOURG FOR FINANCE

FINANCING A SUSTAINABLE FUTURE

LUXEMBOURG'S FINANCIAL EXPERTISE WILL HELP SHAPE THE WORLD OF TOMORROW.

Financial services are essential to enable economic activity. They are part of the infrastructure that supports the growth of the world's economies. Luxembourg is a leading financial center, offering a wide range of services to its clients. Our expertise in sustainable finance is a key part of our offering. We help our clients to identify and finance the most sustainable opportunities. Our expertise in sustainable finance is a key part of our offering. We help our clients to identify and finance the most sustainable opportunities.

LUXEMBOURGFORFINANCE.COM

Luxembourg for Finance
LUXEMBOURG FOR FINANCE
LUXEMBOURG FOR FINANCE

FINANCING A SUSTAINABLE FUTURE

LUXEMBOURG'S FINANCIAL EXPERTISE WILL HELP SHAPE THE WORLD OF TOMORROW.

Financial services are essential to enable economic activity. They are part of the infrastructure that supports the growth of the world's economies. Luxembourg is a leading financial center, offering a wide range of services to its clients. Our expertise in sustainable finance is a key part of our offering. We help our clients to identify and finance the most sustainable opportunities. Our expertise in sustainable finance is a key part of our offering. We help our clients to identify and finance the most sustainable opportunities.

LUXEMBOURGFORFINANCE.COM



Eis Finanzplatz

Eis Finanzplatz
kannerlicht erklärt
mam Aidan

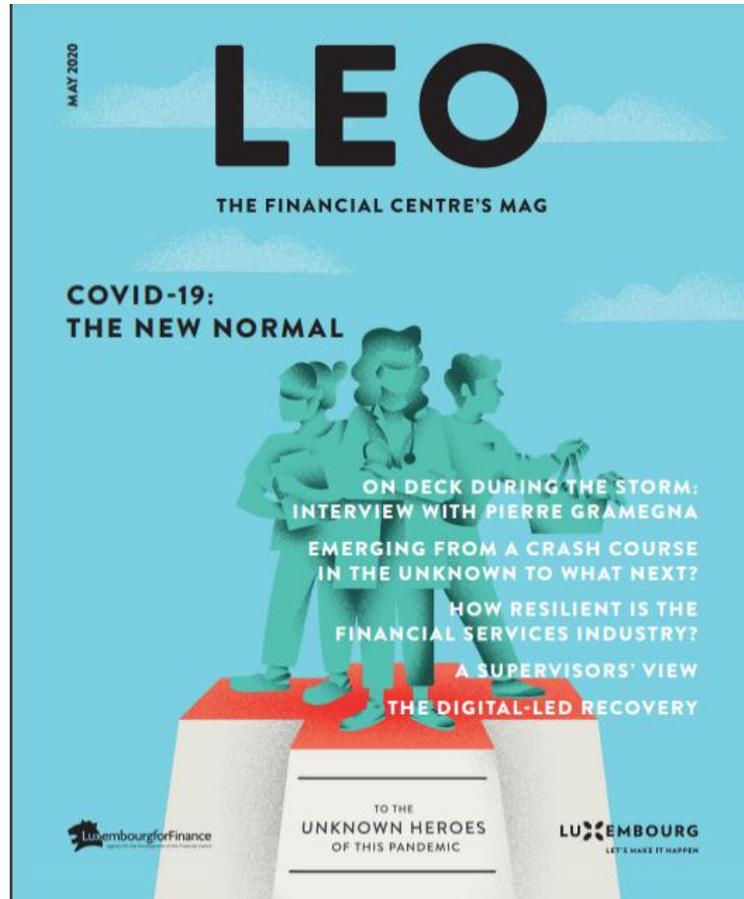


Eis Finanzplaz

www.eisfinanzplaz.lu

Impact Covid-19

Impact COVID-19

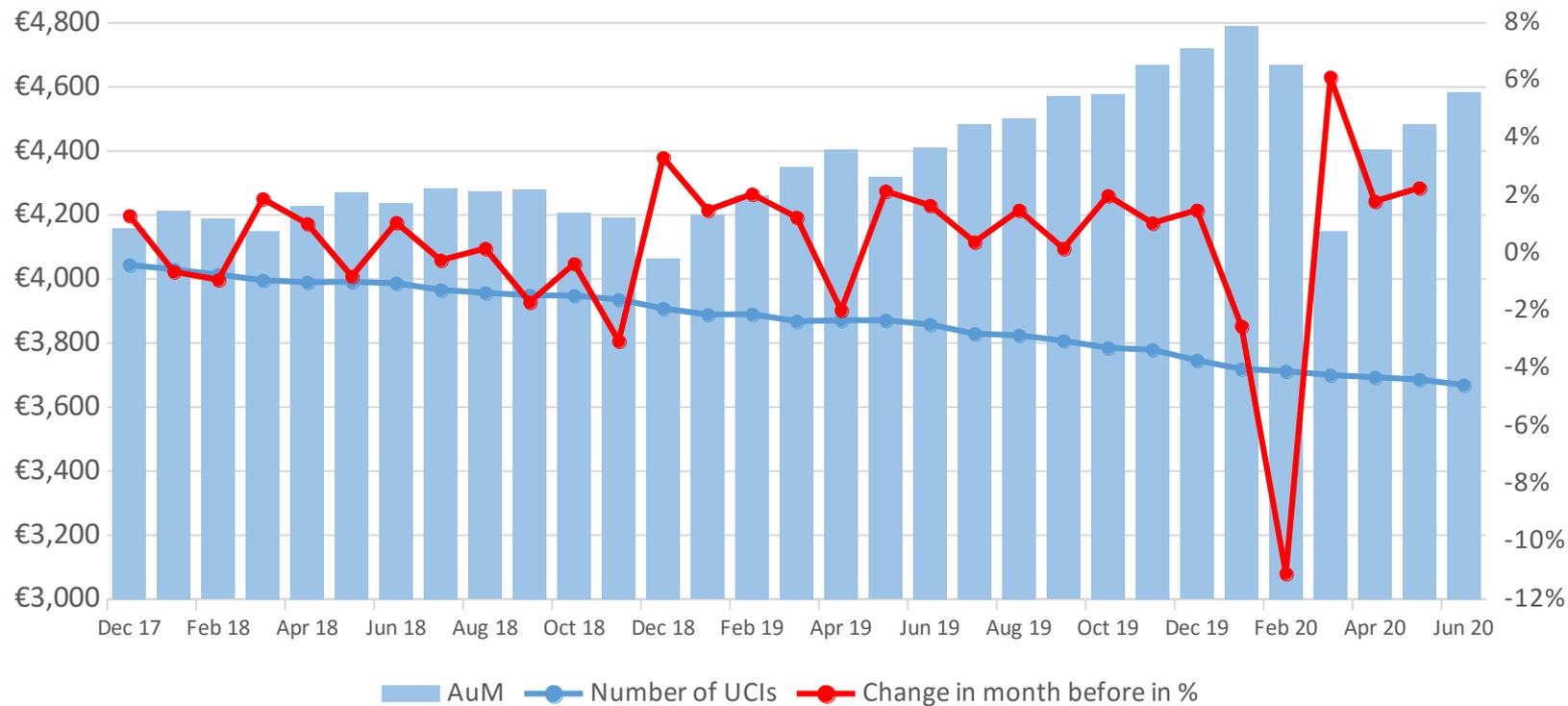


Impact COVID-19



Impact COVID-19

Luxembourg Assets under Management (CSSF data)
Q4 2017 to June 2020 in € billion





LUXEMBOURG

FINANCE IS OUR TRADE